

# Histoire de la Zambie

Les recherches archéologiques font de la Zambie l'un des berceaux de l'humanité.

Les premiers habitants connus de la région étaient les Bushmens, chasseur et nomades et ce, jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle où arrivent les bantous.

Le pays a accédé à l'indépendance en 1964, mais sous la période coloniale britannique, le territoire était un protectorat connu sous le nom de Rhodésie du Nord.

## L'ère Bantou

Les bantous maîtrisaient une certaine technologie. Ils étaient des agriculteurs, avaient des ustensiles et des armes en fer, en cuivre et faisaient de la poterie. Ils étaient principalement sédentaires et seule la nécessité de survivre les avait contraints à émigrer. La plupart des bushmen ne purent cohabiter avec les bantous et beaucoup d'entre eux émigrèrent à leur tour, vers le sud où ils peuplèrent notamment le Sud-Ouest Africain.

Entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, des royaumes furent fondés, fragmentant le territoire en plusieurs États. On pouvait en discerner au moins cinq :

- les Kazembe-Lunda au nord près de la rivière Luapula,
- les Bemba au nord-est,
- les Chewa dans l'est
- les Lozi dans l'ouest en amont du fleuve Zambèze.
- les Tonga au sud près du Zambèze

Le premier Européen à mettre les pieds dans la future Zambie est l'explorateur anglais David Livingstone en 1851. C'est ce

dernier qui découvrit des chutes d'eaux qu'il appela Chutes Victoria. Ce fut aussi dans cette contrée qu'il mourut en 1873.

# **La colonisation de la Rhodésie du nord et l'ère de la British South Africa Company**

En 1890, au nord du fleuve Zambèze, par crainte d'une attaque des matabeles, le roi Lewanika, demanda lui-même la protection britannique. Rhodes qui avait annexé le Nyassaland peu de temps auparavant, dépêcha des émissaires auprès du roi Lewanika. Ce dernier signa alors un traité plaçant son territoire sous l'administration de la British South Africa Company (BSAC).

En 1891, la nouvelle conquête territoriale de la BSAC, alors communément appelé Zambézie du nord, était en fait divisée administrativement en deux entités distinctes qui allaient s'appeler à partir de 1895, Rhodésie du nord et Rhodésie du sud, en hommage à Cecil Rhodes.

En 1905, la capitale du territoire de Rhodésie du nord qui s'appelait Victoria Falls change de nom et devient Livingstone qui fut alors vite relié par un chemin de fer au Congo belge.

En 1911, la Rhodésie du Nord était administrativement unifiée et ses frontières définitivement délimitées. Durant cette période, des missionnaires anglicans s'installèrent dans les diverses régions du territoire y ouvrant des églises, des hôpitaux et des écoles, évangélisant les populations locales en employant dans l'enseignement les langues locales.

En 1916, la British South Africa Company tenta d'unifier

administrativement les deux territoires Rhodésiens. Elle dut renoncer face à l'opposition des colons de Rhodésie du Sud, nettement plus nombreux et qui craignaient que la pratique autorisant l'emploi d'africains dans l'administration publique, autorisé en Rhodésie du Nord, ne soit ensuite étendue à la Rhodésie du Sud où ces emplois étaient jusque là réservés aux seuls blancs.

## **Le protectorat de Rhodésie du nord (1924-1964)**

Le 1er avril 1924, la Rhodésie du nord devint un protectorat au sein de l'Empire colonial britannique. Son système institutionnel le différenciait ainsi de celui décentralisé de la Rhodésie du Sud où un gouvernement colonial local avait été instauré.

Un conseil législatif fut institué en Rhodésie du nord sous la présidence d'un gouverneur britannique. Les premiers membres de ce conseil législatif étaient tous nommés. Parmi eux, Il y a les officiels, exerçant des fonctions exécutives et les non officiels qui n'avaient pas de fonctions exécutives.

Les britanniques pratiquaient en fait le système de l'"administration indirecte" en s'appuyant sur les chefs autochtones.

En 1926, un système électoral fut instauré pour désigner 5 membres du conseil législatif qui siègeraient auprès des neuf membres non officiels désignés. Le système électoral mis en place était censitaire et qui masquait à peine la ségrégation qu'il mettait en place. Le citoyen devait être sujet de sa majesté (sujet britannique), une qualité jusque-là quasiment exclusive des personnes de race blanche. Ainsi, en Rhodésie du Nord, les Africains n'étaient pas sujet britannique mais sujet sous protectorat britannique. Le citoyen devait par ailleurs

maîtriser parfaitement l'anglais et avoir des revenus ou un patrimoine fixé à un montant.

Les colons, peu nombreux, étaient principalement des industriels et des techniciens. S'ils n'étaient pas autorisés à acheter des terres, les colons pouvaient bénéficier de baux de 999 ans sur les terres de la Couronne alors que les terres des réserves indigènes étaient inaliénables. Celles-ci étaient d'ailleurs situées dans des régions sauvages et insalubres.

En 1928, quatre langues principales locales (cibemba, cinyanja, citonga et silozi) furent choisies pour être employées dans les écoles publiques en tant que langues d'enseignement durant les quatre premières années du primaire. En 1930, les cours d'anglais furent donnés dans les écoles zambiennes, à titre de langue de communication nationale.

En 1931, la ceinture cuprifère (contenant du cuivre) exploitée se révéla deuxième gisement de cuivre du monde, hors Union soviétique. Le cuivre allait dominer toute la vie économique de la Rhodésie du nord et contribué à sa prospérité. Le minerai se révélait essentiel pour le développement de l'industrie automobile et l'armement. L'exploitation de la ceinture de cuivre allait cependant développer et renforcer la ségrégation raciale.

Les mines employaient alors 37 000 africains et 6 000 européens. Chaque groupe racial était organisé dans un syndicat, celui des blancs refusant d'intégrer celui des noirs. Les mineurs blancs avaient alors un excellent niveau de vie socioprofessionnelle (logement dans des cités-jardins, services sociaux performants, domestiques africains à bas prix..). Les compagnies avaient en fait utilisé les grands moyens pour faire venir une main-d'œuvre qualifiée sud-africaine en Rhodésie du Nord (alors surnommé péjorativement le "Johannesburg du nord-noir").

# **En 1935, la capitale du territoire est déplacée à Lusaka, une ville alors de moins de 50 mille habitants.**

En 1938, le conseil législatif s'ouvrit à la représentation des Africains en autorisant la nomination d'un représentant (blanc) de la majorité noire. À cette époque, la parité entre conseillers officiels et non officiels était atteinte (8 représentants chacun dont un représentant la population noire de Rhodésie du Nord). Ce fut aussi en 1938 que Roy Welensky, un syndicaliste des chemins de fer, fondateur un an plus tôt du Parti travailliste de Rhodésie du Nord, était élu au Conseil législatif pour la circonscription de Broken Hill.

En 1940, le syndicat des mineurs blancs obligeait les compagnies à inscrire dans leur contrat de travail une clause garantissant la discrimination raciale sur le lieu de travail.

En 1941, le conseil législatif de Rhodésie du Nord était composé de neufs élus, neuf officiels et d'un représentant des africains.

En 1946, on compte moins de 50 mille blancs en Rhodésie du Nord (soit un blanc pour 42 noirs). La moitié de cette communauté blanche est constituée de sud-africains. Chez les africains, la tribu des Barotsés vivait sous un système spécifique de monarchie constitutionnelle en vertu d'un ancien accord contracté avec la reine Victoria. Le roi Mwanawina III, fils de Lewanika, continuait ainsi de régner dans le Barotseland, sur la plus importante tribu de Rhodésie du Nord.

En 1949, le syndicat nord des mineurs africains de Rhodésie du Nord s'organisa pour faire tomber la discrimination industrielle.

# La Fédération de Rhodésie et du Nyasaland (1953-1963)

Le premier 1er ministre de la fédération fut Sir Godfrey Huggins (anobli sous le titre de Lord Malvern) et ancien premier ministre de Rhodésie du Sud. Le gouvernement fédéral s'attacha à développer l'industrie, monopole des colons blancs et l'agriculture, particulièrement les plantations de tabac mais il ne put empêcher cependant la paupérisation des zones rurales. L'un de ses projets phares (et héritage historique) fut la construction du barrage hydro-électrique du lac Kariba long de 200 km et large de 30 à 50 km, servant également de frontière entre la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud. L'énergie disponible devait servir à alimenter les grandes villes et les zones industrielles comme les mines de la ceinture de cuivre de Rhodésie du nord.

En 1955, Roy Welensky succéda à Lord Malvern à la direction du gouvernement fédéral nord-rhodésien

En 1959, alors qu'un certain Harry Nkumbula avait décidé de se rapprocher finalement des blancs du Parti fédéral uni de Welensky, d'autres dissidents outrés comme Kenneth Kaunda, fondèrent alors l'"United National Indépendance Party" ( UNIP ). À la suite d'une manifestation de l'UNIP qui dégénéra à Ndola et qui se solda par la mort d'une femme blanche et de ses deux enfants, l'état d'urgence fut proclamé. L'UNIP fut interdite et Kaunda arrêté et jeté en prison pour 9 mois.

En 1960, une révision de la constitution fédérale de 1952 fut engagée entre le gouvernement britannique, le gouvernement fédéral et les leaders noirs africains. Mais, ces derniers quittèrent la conférence constitutionnelle pour protester contre l'état d'urgence et l'intransigeance des colons blancs de Rhodésie du Sud à ne pas vouloir partager le pouvoir.

En 1961, Kenneth Kaunda déclencha une campagne de désobéissance civile. Tandis que les blancs sont de plus en plus tentés par la sécession katangaise.

En 1962, les élections générales en Rhodésie du Nord furent remportées par l'UNIP de Kaunda (14 sièges) contre 7 à l'ANC de Harry Nkumbula et 16 aux fédéralistes blancs partisans de Welensky. Kaunda et Nkumbula formèrent alors un gouvernement de coalition réclamant l'indépendance de la Rhodésie du Nord.

Le 16 mai 1962, le comité spécial des Nations unies sur la décolonisation se prononçait pour la dissolution de la fédération.

Le 30 octobre 1962, à la tribune des Nations unies, Roy Welensky, le premier ministre fédéral, tentait encore de sauver la fédération et déclarait "sans aucun doute, les Africains seront la majorité dans une quinzaine d'années" mais le 29 mars 1963, la Grande-Bretagne reconnaissait le droit à la sécession de la Rhodésie du Nord tout comme elle venait de la faire pour le Nyassaland.

Le 5 juillet 1963, la conférence de Victoria Falls, ultime tentative pour sauver la fédération, débouchait sur un constat d'échec.

Le 31 décembre 1963, la fédération de Rhodésie et de Nyassaland était officiellement dissoute et la Rhodésie du Nord redevenait un protectorat géré par le Colonial office.

## **La Rhodésie du Nord sur le chemin de l'indépendance**

Lors des élections de janvier 1964, UNIP, le parti de Kenneth Kaunda remportait 55 des 85 sièges de l'Assemblée. Le pays compte alors plus de 2 millions d'habitants dont 75 000 blancs représentés par 10 députés élus par un collège séparé.

Le 24 octobre 1964, la Rhodésie du Nord accède à l'indépendance sous le nom de Zambie, en hommage au fleuve Zambèze. Dans un pays qui compte plus de 70 langues bantoues, les rivalités ethniques étaient telle qu'on décida de garder l'anglais comme langue officielle, afin de ne pas favoriser une communauté ou une chefferie.

## **La Zambie sous Kenneth Kaunda (1964-1991)**

Dès la proclamation de son indépendance, la Zambie a été marquée par des rivalités ethniques, opposant notamment les Lozis, qui s'estimaient lésés contre les Bembas, majoritaires.

Bien que la première République de Zambie prévoyait un régime parlementaire pluraliste de type britannique, avec un président et un vice-président, d'emblée, l'état d'urgence avait été proclamé.

En réaction aux conflits et aux grèves qui se multipliaient dans les mines, le système bascula rapidement vers la concentration des pouvoirs et l'autoritarisme au bénéfice du seul Kenneth Kaunda, lequel nommait et révoquait unilatéralement aux postes clés.

De nombreux programmes furent néanmoins lancés, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, afin de corriger les inégalités sociales et raciales héritées du colonialisme. En novembre 1966, l'anglais devenait la seule langue nationale du système éducatif de la Zambie, mettant fin au système d'enseignement en langue locale de la période coloniale. Néanmoins, sept langues locales demeuraient reconnues comme matières d'enseignement sur une base régionale.

En 1968, les 10 sièges réservés aux Blancs à l'Assemblée nationale furent supprimés. Ce fut ensuite le tour des partis politiques d'être interdits à l'exception de l'UNIP. Pour



Kenneth Kaunda, le parti unique devait "permettre une meilleure intégration nationale, dans un pays artificiellement construit par les colonisateurs".

L'économie libérale fut abandonnée pour laisser la place à un système d'économie étatiste et socialiste. L'État zambien prit le contrôle des mines alors que dans l'agriculture, un plan donnait la priorité au développement de la culture du maïs, dont la production était également placée sous le contrôle de l'État.

En 1971, l'ancien vice-président Simon Kapwewe fondait un parti dissident de l'UNIP pour tenter de se présenter contre Kenneth Kaunda. Le parti fut rapidement interdit et Kapwewe mis sous les verrous avant de rejoindre finalement l'UNIP qu'il avait déserté.

En 1973, Kenneth Kaunda imposa le parti unique avec liberté de candidature, dans le cadre de la seconde République de Zambie.

Mais à cette époque, la situation économique se dégradait fortement avec la chute des cours du cuivre et la diminution de la production, compliquée par la fermeture de la frontière rhodésienne, alors voie de passage obligée de transit pour la production zambienne. Il fut alors décidé d'accélérer la réalisation de la ligne de chemin de fer entre la Zambie et la Tanzanie. Cette œuvre fut financée par des capitaux chinois et dès 1975, Lusaka était relié à Dar es Salaam, la capitale tanzanienne.

Dans les années 70, Kenneth Kaunda encourageait également les mouvements de guérilla nationaliste, financées notamment par la Chine et l'Union soviétique, contre les pouvoirs blancs de Rhodésie du Sud, d'Afrique du Sud, du Sud-Ouest Africain et des colonies portugaises. Il parvint cependant à maintenir de bonnes relations avec les pays occidentaux et à se rapprocher de l'Afrique du Sud grâce à l'établissement de contacts personnels avec le premier ministre sud-africain John Vorster,

avec qui il s'était allié pour mettre fin au problème rhodésien. Bien qu'avocat des sanctions contre le pays de l'apartheid, Kenneth Kaunda maintenait des relations commerciales étroites notamment pour la fourniture de produits alimentaires à la population zambienne.

Début des années 80, bien que potentiellement la Zambie est l'un des pays les plus riches d'Afrique avec 13% de croissance par an notamment entre 1964 et 1969, le pays s'enfonce dans la misère, victime de la chute du prix du cuivre.

En octobre 1980, les syndicats s'opposent de plus en plus au gouvernement qui essuya une tentative de coup d'État.

En avril 1982, Kenneth Kaunda essaya de relancer ses contacts personnels avec les dirigeants sud-africains et rencontra Pieter Botha, le successeur de Vorster, à la frontière botswana-sud-africaine pour tenter notamment de le convaincre de retirer l'Afrique du Sud de la Namibie, sans succès. Mais en 1984, ses efforts de médiateur portent leurs fruits car les Sud-africains et les Angolais sont allés signer un accord de non-agression à Lusaka.

En 1985, le revenu par habitant ne vaut plus que 30% de son montant en 1974. En 1986, la monnaie locale, le kwacha est dévalué de 70% sur recommandation du FMI avec qui Kenneth Kaunda se brouillait de temps en temps.

À la fin de l'année 1986, des émeutes de la faim faisaient 25 morts et 150 blessés. En 1987, l'inflation atteignait 600 %. Sur recommandation du FMI, la Zambie acceptait finalement de s'engager dans un programme d'austérité.

En 1988, Kaunda fut réélu pour un sixième mandat, à l'issue d'une élection sans opposition. Mais la crise économique qui frappait la Zambie dans les années 80, l'exode rural, l'essor démographique, la corruption et l'insécurité dans les villes avaient conduits à de violentes émeutes en 1990.

En août 1989, à défaut de succès en politique nationale, Kenneth Kaunda tente d'en avoir sur le plan international en invitant Frederik de Klerk, alors président par intérim d'Afrique du Sud, à le rencontrer à Livingstone. Pendant ce temps, une coalition anti-Kaunda grandissant s'organise et poussa ce dernier à accepter le retour au pluralisme politique et à l'organisation d'élections libres.

## Retour au multipartisme

En 1991, le syndicaliste Frederick Chiluba remporta les élections présidentielles avec 81% des voix pendant que son parti le Mouvement pour la Démocratie Multipartite (MMD) remportait, lui, 80% des sièges à l'assemblée nationale.

Défenseur des valeurs néo-libérales, Chiluba fut réélu en 1996. En 1997, il rétablissait l'état d'urgence à la suite d'une tentative de coup d'État militaire.

En avril 2001, il renonça à solliciter un troisième mandat. En janvier 2002, son dauphin, Levy Mwanawasa, fut élu au cours d'un scrutin contesté.

À la suite de la mort du président zambien Levy Mwanawasa le 19 août 2008, le vice-président Rupiah Banda est désigné chef de l'État par intérim. Il gagne de justesse le scrutin du ..... qui suit, mais s'incline en septembre 2011 face à Michael Sata, chef du Front patriotique. Ce dernier décède à Londres le 28 octobre 2014. Il fut président de la République de Zambie du 23 septembre 2011 au 28 octobre 2014.

Pour une courte durée, Guy Scott devient président par intérim du 29 octobre 2014 au 25 janvier 2015. Il est le premier chef d'État blanc d'un pays d'Afrique subsaharienne.

Actuellement le président en fonction est Edgar Lungu ci-contre, élu le 25 janvier 2015 pour un mandat de 5 ans.

---

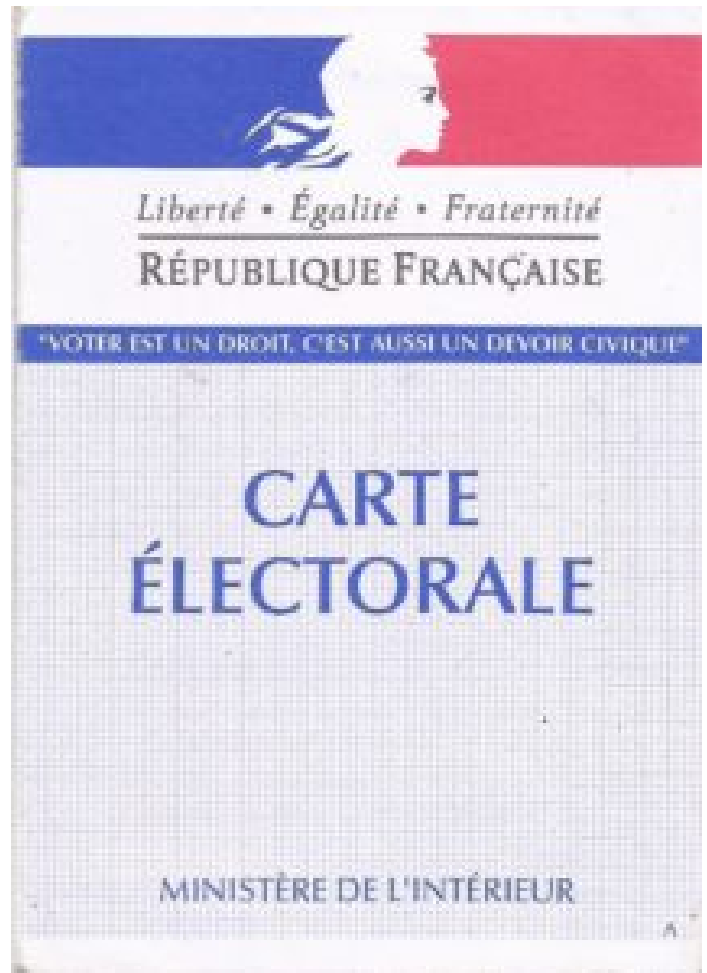
# **Vote des immigrés : qu'en est-il à ce jour en France ?**

En France, la question du droit de vote des immigrés n'ayant pas la nationalité française est devenue récurrente.

A chaque approche des échéances électorales, la question du droit de vote des immigrés revient sur le tapis. D'ailleurs, on ne parle plus de Droit de vote des immigrés, mais, de celui des étrangers. Il favorise les ressortissants européens de disposer du droit de vote en France. Ainsi, les étrangers communautaires ou résidents étrangers de pays membres de l'Union européenne ont pu participer pour la première fois aux élections européennes en 1999 et aux municipales en 2001.

Pour ce faire, il faut avoir atteint la majorité politique, soit 18 ans. Résider sur le territoire français. Avoir la nationalité d'un pays membre de l'Union européenne. Jouir des droits civils et politiques. Etre inscrit sur les listes

électorales.



Toutefois, un étranger communautaire ne peut participer ni aux élections départementales ni aux élections régionales.

Quant aux étrangers non communautaires (immigrés), ils ne peuvent voter à aucune élection locale car n'ayant pas la qualité de citoyen. Et pourtant, le droit de vote des immigrés existe dans la constitution française.

## **Que dit la Constitution à ce sujet ?**

*La constitution du 24 juin 1793, qui n'a jamais été appliquée, déclarait : « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis, tout étranger de vingt et un ans, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard, tout étranger*

*enfin qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'Humanité est admis à l'exercice des Droits de citoyen français. »*

Certes, le droit de vote des étrangers n'a pas été reconnu dans son principe depuis 1799. Le suffrage universel masculin des plus de 21 ans adopté en 1848 par modifications successives, étendu aux femmes en 1944, aux « indigènes » des colonies en 1946, puis aux plus de 18 ans en 1974, n'a pas inclus tous les résidents étrangers.

En 1981, son élargissement aux étrangers pour les élections locales a été une revendication reprise par François Mitterrand dans ses 110 Propositions (80e proposition). Le ministre des Relations extérieures Claude Cheysson annonce à Alger à l'été 1981 un prochain projet de loi en ce sens, mais cette intention est vigoureusement dénoncée par le président du RPR Jacques Chirac, qui s'était pourtant prononcé pour le droit de vote des étrangers en 1979. Pour éteindre la polémique estivale, le Secrétaire d'État chargé des immigrés François Autain déclare le 12 août 1981 au *Matin de Paris*, que le droit de vote doit être « l'aboutissement d'un long processus d'insertion » et qu'il fallait faire « chaque chose en son temps ».

Rappelons que pendant ce temps, la plupart des pays européens ont adopté des résolutions allant dans le sens du droit de vote des immigrés depuis parfois plus de quarante ans et qu'il n'y a qu'en France, pays des Droits de l'Homme et la terre d'accueil qu'on s'interroge encore sur ce qu'il en est du droit de vote des immigrés.

Pire, les immigrés sont visés par l'idée d'une « identité nationale » or, il ne semble pas y avoir de conflit entre la souveraineté et la plénitude de la citoyenneté du Français ou de l'immigré qui remplit les conditions avancées dans la Constitution du 24 juin 1793.

# Au sujet du droit de vote des immigrants, voici l'avis de l'historien Patrick Weil

*Selon Patrick Weil, ancien membre du Parti socialiste. Accorder le droit de vote aux étrangers est une question « d'égalité » et de « justice ».*

« Il y a un peu plus de 3 millions d'étrangers en France qui n'ont pas demandé à être Français, c'est leur droit. Les étrangers communautaires (venant de l'Union européenne) ont déjà le droit de vote. Or, ils ont souvent peu ou moins de relation avec la France que des étrangers non européens, qui y vivent depuis vingt ou quarante ans, parlent le français et paient leurs impôts. Le droit de vote des étrangers résidents aux élections municipales est donc une question d'égalité et de justice. »

Kouassi KELI

---

## La pacification malgache de 1947

Samedi 29 mars 1947.  
Révolte à Madagascar.  
Une date méconnue de  
l'histoire franco-



# malgache

Avant toute chose, voici l'histoire de l'île et comment est-elle arrivée à l'insurrection qui fit 89 000 victimes du côté des insurgés malgaches.

## **Madagascar, une île à part**

Bien que proche de l'Afrique, la Grande Île (plus vaste que la France) n'a rien de commun avec le continent noir. Elle est née comme l'Australie d'un morcellement du continent austral. Sa géologie, sa flore et sa faune en témoignent.

L'île a été d'abord peuplée au Moyen Âge par des navigateurs venus de l'Indonésie. Ils ont occupé les hauts plateaux du centre, au climat tempéré, où ils ont introduit la riziculture en terrasse.

Plus tard sont arrivés des navigateurs de Mélanésie, apparentés aux Kanaks ou aux Papous. Ils ont occupé les côtes, moins hospitalières.

C'est au XVII<sup>e</sup> siècle (1638) que les Français, eux, s'implantent sur la côte orientale de l'île, en un lieu qu'ils baptisent Fort-Dauphin, en l'honneur de leur futur roi Louis XIV.

Les rades et les baies profondes de l'île, bien situées sur la route des Indes, vont devenir au début du XVIII<sup>e</sup> siècle le repaire de nombreux flibustiers et pirates.

Certains se constituent de véritables royaumes. C'est le cas de Baldrige et de Plantain, roi d'Antongil. Madagascar est unifié au début du XIX<sup>e</sup> siècle par un roi originaire des hauts plateaux.

Contemporain de Napoléon 1<sup>er</sup>, Andrianampoinimerina appartient à l'ethnie hova (on prononce ouv) apparentée aux Indonésiens.

Il crée l'ébauche d'un véritable État tandis que des



missionnaires britanniques et français convertissent la population au christianisme.

En 1895, Madagascar est conquise, non sans mal, par le général Duchesne.

Dans son désir d'accélérer le développement de l'île, il instaure le travail forcé et encourage la venue de colons européens. En réaction, les malgaches rebelles forment des sociétés secrètes et complotent contre le colonisateur.

En 1946, à Paris, deux jeunes députés malgaches, Joseph Raseta et Joseph Ravoahangy, déposent sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi inspiré de l'accord franco-Vietnamien du 6 mars. Il est ainsi rédigé : "Madagascar est un État libre ayant son propre gouvernement, son parlement, son armée, ses finances, au sein de l'Union française". Le projet de loi est repoussé. Un an après, c'est l'insurrection.

## **L'insurrection de 1947**

En 1947, la Grande Île compte 4 millions d'habitants dont 35.000 Européens.

L'insurrection qui embrase l'île prend au dépourvu les colons ordinaires établis sur place mais ne surprend pas l'administration française.

Les services de la Sûreté dirigés par le commissaire Marcel Baron étaient en effet au courant de la préparation d'une insurrection grâce à des agents malgaches infiltrés dans les sociétés secrètes. Mais ils ne font rien pour l'empêcher.

Les trois jeunes parlementaires malgaches du MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache), qui avaient gagné par leur élection le droit de siéger dans les Assemblées de la IVe République, étaient aussi informés du projet d'insurrection.

Ils diffusent dans les villages un télégramme demandant instamment à chacun d'éviter les violences. Mais leur appel

est sans effet. Les autorités françaises font arracher en certains lieux leurs affiches comme si elles souhaitaient en découdre avec les opposants cachés.

## **La bataille du rail**

Samedi 29 mars 1947, 20h. Près de deux milles insurgés ont attaqué ce soir là un camp militaire tenu par l'armée d'occupation, près d'un noeud de communication ferroviaire à Moramanga. Ce camp aurait dû servir de relais pour les troupes envoyées en Indochine, où la France fait face à la guérilla du Vietminh. Les insurgés ont réussi à éliminer les officiers français, mais les tirailleurs sénégalais résistent.

Samedi 29 mars 1947, 22h. Dans le Sud, des insurgés s'emparent du terminus côtier de la voie qui va à Fianarantsoa.

Dimanche 30 mars 1947. Au Nord, les tirailleurs ont repoussé les assaillants, qui se sont repliés mais ont soulevé toute la population malgache. Au matin, l'Armée Française a massacré toute la population malgache de Moramanga. "Les Sénégalais furieux du massacre de leur marabout et de leurs camarades, envahissent Moramanga et exercent des représailles contre la population. Bientôt des centaines de cadavres jonchent les rues et les champs. Toutes les maisons sont incendiées et, en quelques jours, le bourg n'est plus qu'un amas de cendres.

Les représailles sont effrayantes. Des prisonniers malgaches sont chargés en avion et lâchés vivants au dessus des villages dissidents comme 'bombes démonstratives' pour terroriser les villageois. A d'autres endroits, les rebelles, enfermés dans des cases, sont brûlés vifs."

Mardi 1er avril 1947. Marcel Baron, chef de la sûreté, organise la terreur dans les villes, toujours tenues par les français. Il commence à armer militaires, policiers et colons. A Fianarantsoa, on fusille des insurgés tous justes faits prisonniers sous prétexte d'une fausse tentative d'évasion.

A Mananjary, une cinquantaine de détenus malgaches (parmi lesquels se trouvaient des anciens combattants des 1914-1918) ont été abattus en prison ou dans le bâtiment des douanes.

Mercredi 2 avril 1947. “[Le MDRM va-t-il désavouer la violence ou] s’engager dans la dangereuse voie du Viêt-minh ?”, publie le Monde. “[Il s’agit d’une] campagne d’agitation généralisée”, “les troubles ont lieu sur plusieurs points...

Au conseil des ministres, Moutet a affirmé que le MDRM était un parti “raciste et nationaliste qui n’a en vue que l’oppression par les Hovas du reste de la population après élimination des Européens”.

Jeudi 3 avril, 1947. “Le calme est rétabli à Madagascar”, titre France-Soir. “Les rebelles agiraient en liaison avec un parti politique”. Sur l’île d’autres colons sont tués, des concessions brûlent. Les insurgés tentent de s’emparer de Fianarantsoa.

Le Franc-Tireur publie une interview de Joseph Raseta, le député malgache resté à Paris. Celui-ci dément toute implication du MDRM et démonte la thèse ridicule d’un complot ourdi par les Hovas contre les “côtiers”, soulignant justement que beaucoup de “côtiers” se sont révoltés.

## **Les insurgés occupent Vohipeno, dans le Sud.**

4-12 avril 1947. France-Soir parle le 10 avril de “mystérieux émissaires venus clandestinement d’Indochine” qui auraient provoqué les troubles.

Le gouvernement de Paul Ramadier fait porter la responsabilité de l’insurrection sur les trois parlementaires du MDRM. Les députés, y compris l’extrême-gauche communiste, lèvent sans scrupule leur immunité parlementaire.

Marcel Baron fait arrêter les deux députés malgaches, Joseph

Ravoahangy et Jaques Rabemananjara présents à Tananarive.

Mercredi 16 avril 1947. Conseil des Ministres houleux en France. Les ministres communistes ne suivent plus le reste du gouvernement sur les affaires du Vietnam et de Madagascar, et Maurice Thorez quitte la séance avec ses ministres. Le PCF, dans l'Humanité, dénonce l'illégalité de l'arrestation des députés malgaches.

Vendredi 18 avril 1947. Les députés ont été inculpés, pour "flagrant délit continu" et condamnés à mort mais leurs peines ont finalement été commuées en exil. Le MDRM est dissout à Madagascar.

France-Soir justifie, sous la plume de Pierre Thibault, l'inégalité de la procédure dans son article intitulé "Nécessité fait loi". Il invoque "la souveraineté française mise en péril" pour justifier les mesures nécessaires pour "protéger la vie [des français]". Pendant ce temps, d'autres colons sont tués, les concessions brûlées. Les insurgés ont organisé des zones libérées.

Les autorités françaises envoient à Madagascar un corps expéditionnaire de 18.000 hommes. Celui-ci sera porté jusqu'à 30.000 hommes.

En vingt mois, la "pacification" fait 89.000 victimes chez les Malgaches selon les comptes officiels de l'état-major français.

Les forces coloniales perdent quant à elles 1.900 hommes (des supplétifs malgaches). On relève aussi la mort de 550 Européens, dont 350 militaires. La disproportion des pertes tient au fait que les rebelles ne disposaient en tout et pour tout que de 250 fusils.

Rappelons qu'à la fin de la seconde guerre mondiale, la France de la Libération, cofondatrice de l'ONU, proclame le droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes, et fait savoir que le système

colonial qu'elle a mis en place a vécu.

Or, pendant plus de dix ans, elle va mener deux grandes guerres au Vietnam et en Algérie pour maintenir coûte que coûte une présence jamais acceptée. Ces guerres et les atrocités commises (de part et d'autre) sont connues mais pas celle de la pacification malgache de 1947 qui vient d'être relatée pour que l'on se souvienne que 60 ans après, la répression coloniale française qui a fait 89 000 morts chez les insurgés, reste toujours l'objet d'études de la part des historiens.

---

## **L'esclavage en Libye**

On pensait qu'il n'y aurait plus jamais ça ! Mais voilà. L'esclavage est de retour, 169 ans après son abolition et c'est la Libye qui tient le flambeau

La diffusion d'un reportage de CNN a projeté sur le devant de la scène politique et médiatique, la réalité scandaleuse du développement de pratiques esclavagistes dans ce pays. Les dénonciations sont unanimes et les mobilisations nombreuses. Un silence pesant s'installe cependant sur les causes contemporaines du retour de ces crimes contre l'humanité sur un continent qui souffre encore des séquelles de la grande traite multiséculaire sur laquelle s'est bâtie la richesse des anciennes puissances coloniales. En lieu et place d'une



dénonciation des responsables et de la situation se répandent des explications sur la négrophobie endémique des peuples nord-africains et/ou musulmans. S'appuyant sur des faits réels incontestables comme l'héritage de préjugés racistes négrophobes issus de l'histoire ancienne ou

des pratiques tout autant racistes touchant les noirs dans tous les pays d'Afrique du Nord, ces explications fallacieuses n'expliquent en rien l'aggravation brusque de la situation ces dernières années, ni l'apparition de « marchés aux esclaves » qui ont suscité les indignations légitimes d'aujourd'hui. Comprendre l'esclavage contemporain en Libye et ailleurs c'est prendre en compte le contexte qui lui donne naissance.

## Le chaos libyen

Les prises d'otages, violences, torture, viols, etc., et depuis plusieurs années la transformation d'êtres humains en marchandises ne sont ni nouvelles, ni méconnues. Le premier rapport alertant sur la situation des migrants en Libye réalisé par la fédération internationale des droits de l'homme date ainsi de 2012. Au mois d'Avril dernier l'Organisation Internationale pour les Migrations dénonçait encore l'existence de « marché aux esclaves ». Tout le monde savait donc et les cris d'indignation actuels apparaissent pour ce qu'ils sont : de l'hypocrisie d'Etat. La destruction par la guerre totale en 2011, non seulement de l'Etat Libyen mais de toute la société, de ses modes de régulation, de ses infrastructures, de ses cadres sociaux et nationaux, a plongé

le pays dans le chaos et la décomposition qui donnent naissance à ces crimes contre l'humanité. La chose n'est pas nouvelle : en Somalie, en Afghanistan, en Irak, etc., les guerres pour le pétrole et les matières premières ont détruit les sociétés suscitant ici, Daesh, là, les marchés aux esclaves, partout la violence, le viol et les tortures. Telle est la première cause structurelle de l'esclavagisme contemporain.

## **La sous-traitance de la répression contre les migrants**

Les effets des guerres pour le pétrole se cumulent avec les politiques ultralibérales appelées « mondialisation » qui paupérissent comme jamais auparavant de nombreux pays du continent depuis des décennies. De la politique de la dette et des plans d'ajustements structurels (PAS) de la banque mondiale et du FMI, aux accords de partenariat économique (APE) de l'Union Européenne, en passant par la monnaie coloniale qu'est le franc CFA et les déstabilisations de tous les Etats qui tentent d'avoir une politique plus souveraine, les mécanismes prédateurs des puissances riches convergent tous vers un résultat prévisible : la paupérisation et l'insécurité massive suscitant un flux de migrants sans précédent. Les mêmes puissances à l'origine de ces migrations contemporaines prétendent fermer leurs frontières avec en résultat une méditerranée devenant la frontière de la mort.

Comble du cynisme, ces puissances sous-traitent la répression contre ces migrants aux pays riverains de la méditerranée et en particulier à ceux d'Afrique du Nord. Le 25 janvier 2017, l'Union Européenne annonçait ainsi un accord avec le gouvernement d'Union nationale libyen dirigé par Fayez Seraj, prévoyant le financement de « camps » gérés par le ministère libyen de l'intérieur ayant comme objectif l'hébergement des réfugiés «jusqu'à leur expulsion ou leur retour volontaire

dans leur pays d'origine ».

Deux cents millions d'euros étaient débloqués pour « endiguer le flux de migrants en situation irrégulière passant de la Libye en Italie » lit-on dans la déclaration de Malte de l'union Européenne du 2 février 2017. Or ces camps financés par l'argent européen sont le lieu de tous les abus et violences qui, une fois banalisés ont débouché sur la pratiques de l'esclavage par les différentes fractions armées libyennes. Telle est la seconde cause structurelle de l'esclavage contemporain.

## **L'instrumentalisation néocoloniale de la colère légitime**

Le silence sur ces deux causes structurelles et la focalisation sur des explications culturalistes permettent de dédouaner les véritables responsables de la situation. La situation ainsi falsifiée est une véritable aubaine pour l'Union Européenne en général et pour la France en particulier, qui sont confrontées au développement récent d'un large mouvement de contestation contre les APE d'une part et contre le franc CFA d'autre part.

Bien sûr, la négrophobie existe en Afrique du Nord et doit être dénoncée. Bien entendu certaines pratiques d'Etat des pays d'Afrique du Nord contribuent au développement du racisme et doivent également être dénoncées. Mais la dénonciation de ces pratiques ne doit pas conduire à sous-estimer les causes structurelles que sont les guerres pour le pétrole, les minerais stratégiques d'une part et les politiques migratoires de l'Union Européenne d'autre part.

On ne peut oublier non plus la part des chefs d'état africains qui n'œuvrent pas pour le développer de leur pays et qui provoquent chez leurs jeunes, l'envie de partir pour une meilleure vie ailleurs et dont on connaît la suite.



Qui n'est pas conscient de nos jours que les causes qui produisent la situation actuelle sont : la dette africaine qui ne se termine jamais, les dégâts immenses de l'esclavage non réparés, la colonisation et la néo colonisation, le franc CFA et les accords de partenariat inégaux qui ébranlent les économies nationales africaines, les politiques migratoires européennes qui fabriquent les sans papier dans l'espace Schengen !

Texte repris par le CSP59 de l'Appel commun pour la manifestation contre l'esclavage en Libye

---

## **Histoire de la Jamaïque de la préhistoire à ce jour**

*L'Afrique n'a pas d'histoire, dit-on. Pourtant elle est décriée, convoitée voire assiégée. Pour Tam-Tam 59, l'Afrique a une histoire. Voici celle de la Jamaïque*

La Jamaïque est une île de la mer des Caraïbes et fait partie des Antilles. Elle est située au sud de Cuba et à l'ouest de l'île Hispaniola, territoire d'Haïti et de la République dominicaine.



Le nom Xamayca signifie « la terre du bois et de l'eau » dans la langue des Arawaks, peuple d'Amérique du Sud qui s'est établi sur l'île vers les années 1000 avant notre ère.

En 1494, Christophe Colomb y débarqua et y créa la ville « Sevilla la Nueva » appelé aujourd'hui, juste Seville sur la côte nord. Après le débarquement de Christophe Colomb, l'Espagne revendique la propriété de l'île et dès 1509, l'occupe et lui donne le nom de « Santiago de la Vega » aujourd'hui (Spanish Town).

Les Arawaks qui furent les premiers habitants constituèrent la première main-d'œuvre d'esclaves pour les Espagnols. Les Arawaks seront décimés par la maladie, l'esclavage et la guerre. Certains ne trouvaient une issue à leur condition servile que dans le suicide. C'est en 1517 que l'Espagne achemine en Jamaïque les premières soutes d'esclaves africains.

En effet, c'est Bartolomé de Las Casas, un prêtre espagnol œuvrant à la protection du peuple Arawaks qui suggère, ce qu'il devait regretter par la suite. Le recours à des esclaves africains. Il écrit plusieurs livres dans lesquels il dénonce avec véhémence le mauvais traitement que les conquistadores

infligent aux indigènes et préconise que les Espagnols convertissent les Arawaks au christianisme. La domination espagnole a duré jusqu'en 1655.

### Prise de la Jamaïque par les Britanniques

En mai 1655, faute de n'avoir pas pu prendre Saint-Domingue, une expédition britannique menée par l'amiral William Penn sénior et le général Robert Venables s'empare de l'île. Les espagnols s'enfuient après avoir libéré leurs esclaves. Dispersés dans la jungle, ils créent des dizaines de villages secrets sur le versant nord des Blue Mountains où sera cultivé plus tard le café "Jamaica Blue Mountain" et dans le "Pays Cockpit". Pendant un siècle et demi, ces deux zones serviront, grâce à leurs nombreuses caches, de base arrière aux nombreuses révoltes d'esclaves marrons.

En 1657, l'amiral Robert Blake disperse la flotte espagnole. Le gouverneur de la Jamaïque invite les boucaniers, parmi lesquels beaucoup d'Irlandais de la Barbade, à s'établir à Port Royal, pour la défendre. En 1657 et 1658, les espagnols, venus de Cuba échouent dans leurs tentatives de reconquête de la Jamaïque, lors des batailles d'Ocho Rio et Rio Nuevo.

Les Britanniques s'installent à Santiago de la Vega rebaptisée "Spanish Town". Pendant sa reconstruction, Port Royal fait office de capitale, puis devient une importante base arrière pour la piraterie. Les deux principales activités de l'île sont la plantation de cacao, dispersée dans la jungle, et la flibuste. La Jamaïque devient la capitale des pirates, corsaires et boucaniers ayant créé des établissements dans la baie de Campêche pour le "bois de teinture".

### Révolution sucrière à la Jamaïque

La Révolution sucrière à la Jamaïque, expression utilisée par l'historien Jean Sainton, se déroule entre 1666 et 1712 dans la colonie anglaise qui, connaît un quadruplement de la récolte de sucre entre 1697 et 1712 et devient l'un des

principaux producteurs du monde, pour l'approvisionnement en sucre de l'Europe.

Cette révolution entraîna l'arrivée de très nombreux esclaves noirs dans les plantations de sucre. En 1672, la Compagnie royale d'Afrique a même été créée pour en importer plus. Des forts ont été bâtis sur le littoral de l'Afrique de l'Ouest et entre 1672 et 1713 d'où la compagnie y embarque 125 000 esclaves à bord de 194 navires. 25 000 captifs décèdent lors de la traversée.

En 1660, le roi Charles II crée la Compagnie des Aventuriers d'Afrique et une pièce d'or appelée « la guinée » a été frappée pour l'occasion.

Le marché du sucre était florissant et c'est 15 000 tonnes de sucre qui sont ramenées à bord de 200 navires à Londres chaque année. Mais, l'île est minuscule et la terre devient rare et chère. Les planteurs réclament la possibilité de s'étendre ailleurs. Plusieurs s'installent dès 1664 dans la Province de Caroline. Thomas Modyford, nommé directeur de compagnie des Aventuriers d'Afrique est chargé par le roi Charles II d'enseigner l'art de planter la canne à sucre aux flibustiers de la Jamaïque.

En 1670, lors du traité de Madrid, l'Espagne concède définitivement la Jamaïque à l'Angleterre.

### La chasse aux pirates

En 1671, le gouverneur Thomas Modyford accusé d'avoir toléré la flibuste et le raid sur Panama, organisé par le chef pirate Henry Morgan, au risque de gâcher le rapprochement avec l'Espagne est remplacé par jacobite Thomas Lynch, planteur de sucre, négociant en esclaves et vétéran des guerres contre le parlement puritain avec pour but de briser les flibustiers

L'année suivante, le chef des pirates Henry Morgan est emprisonné à Londres. Puis, il est libéré à la demande du roi

Charles II. Morgan, reçoit des terres et 126 esclaves, à condition de devenir planteur et de renier son passé de flibustier. Nommé ensuite gouverneur de la Jamaïque, il a pour mission de réduire l'activité des flibustiers.

En 1682, la Couronne britannique, craignant les révoltes, incite les capitaines de navires à importer aussi des blancs à qui elle accorde une gratification de 168 livres pour ceux venant d'Angleterre, 135 livres pour les Irlandais et 78 livres pour ceux venant d'Amérique. La population de la Jamaïque affiche alors la plus forte croissance démographique au monde.

La puissance sucrière jamaïcaine éclipsée par celle de Saint-Domingue

En 1700, bien que la production sucrière ait commencé vingt ans plus tôt en Jamaïque, c'est celle de Saint-Domingue qui domine le marché du sucre. De plus, la Royal Navy, en pleine expansion, coûte de plus en plus cher à entretenir, soit, un quart des recettes publiques britanniques. Londres cherche donc des financements.

En 1713, les impôts passent de 3 % à 9 % du PIB britannique. La Jamaïque est la première victime de la hausse des impôts indirects, lors de la création d'un "board des colonies" en 1696, qui se traduit par l'embauche progressive de 6 900 agents du fisc, chargés de contrôler des taxes élevées, en particulier sur les réexportations de sucre. Le Sugar and Molasses Act de 1733, puis le Sugar Act de 1764 vont cependant alléger la note. Mais, le retard sur Saint-Domingue est loin de se combler. Au XVIIIe siècle, la rentabilité, après impôt, des plantations jamaïcaines est deux à trois fois plus faible que celles de Saint-Domingue. A cela s'ajoutent les révoltes d'esclaves.

La révolution haïtienne qui débute à Saint-Domingue (colonie française) en 1791 redonne un avantage à la Jamaïque, qui

devient premier producteur mondial de sucre en 1810, année où sa population d'esclaves noirs dépasse 350 000 personnes, avant que l'abolition de la traite négrière de 1807 ne stoppe le mouvement.

### Le soulèvement des Marrons

Les esclaves jamaïcains, connus sous le nom de Marrons, se révoltèrent plus d'une douzaine de fois entre 1673 et 1832. L'une des communautés fut néanmoins expulsée dans les années 1790. Celle-ci constituera le noyau de la communauté créole du Sierra Leone en Afrique.

À Noël 1831, une révolte de grande ampleur, connue sous le nom de Baptist War, éclata. Sur les 300 000 esclaves de l'île, 60 000 se soulevèrent. Il s'agissait à l'origine d'une grève pacifique menée par le Baptiste Samuel Sharp. La rébellion fut matée dix jours plus tard par la milice des planteurs et les garnisons britanniques.

À la suite des pertes matérielles et humaines provoquées par cette révolte, le Parlement britannique ouvrit deux enquêtes dont les conclusions allaient grandement contribuer à l'abolition de l'esclavage le 1er août 1834 dans tout l'empire britannique. Les esclaves jamaïcains restèrent liés à leurs anciens propriétaires, mais avec une garantie des droits sous ce qui s'appelait Apprenticeship System.

La population pourtant libérée doit toujours faire face à des conditions de vie très difficiles, ce qui provoqua la rébellion de Morant Bay en octobre 1865, menée par George William Gordon et Paul Bogle. Elle fut brutalement réprimée. A la suite, l'Assemblée de l'île renonça à son autorité. La Jamaïque acquit alors le statut de colonie de la Couronne. La production de sucre diminua à la fin du XIXe siècle au profit de celle de la banane.

L'acquis de statut de Colonie de la Couronne favorisa l'émergence d'une classe moyenne au sein du peuple. Il s'agit

de fonctionnaires subalternes et d'officiers de police dont la promotion sociale et politique avait été bloquée jusque là.

En 1872, la ville portuaire de Kingston étant bien plus grande et plus raffinée que Spanish Town située à l'intérieur des terres, accéda au statut de capitale de l'île.

En 1929, un certain Marcus Garvey, leader noir jamaïcain, producteur, journaliste, entrepreneur et orateur précurseur des mouvements du panafricanisme et nationalisme noir fonda le People's Political Party, sinon le Parti Politique Populaire (également connu sous le nom de PPP ) qui était le premier parti politique moderne de la Jamaïque. Marcus Garvey établit un manifeste de 14 points, le premier de son genre dans l'histoire électorale de l'île. Certains points contenus dans le manifeste du PPP étaient : une journée de travail de huit heures, un salaire minimum...

Au printemps 1938, les travailleurs du sucre et ceux du port se révoltèrent dans toute l'île. Bien que réprimée, la révolte entraîna des changements significatifs, telle que l'émergence du syndicalisme dont celui d'Alexander Bustamante et d'Allen Coombs nommé Le Jamaica Workers Trades Union.

Le vent de l'indépendance souffle à la Jamaïque

Les mouvements nationalistes se développèrent sous l'impulsion de deux leaders jamaïcains, Alexander Bustamante et Norman Washington Manley.

Au milieu des années 1940, la Jamaïque gagna son autonomie. En 1944, l'île connaît d'importantes modifications politiques.

En 1957, suite à des réformes, le conseil exécutif est remplacé par le conseil des ministres. Ce conseil est nommé par le Gouverneur avec à sa tête, un Chief Minister. En 1958, la Jamaïque rejoint ainsi neuf autres territoires britanniques au sein de la Fédération des Indes occidentales, organisation dont elle se retira en 1961.

Le 6 août 1962, la Jamaïque qui fut le théâtre d'un des plus importants soulèvements serviles des Caraïbes, obtient finalement son indépendance, mais demeure membre du Commonwealth. Le souverain britannique est reconnu comme chef d'État et est représenté par un gouverneur général comme dans la plupart des membres du Commonwealth, notamment le Canada ou l'Australie, la Nouvelle Zélande, mais aussi les îles Salomon ou Sainte-Lucie.

Le premier Premier ministre de la Jamaïque indépendante fut le travailliste Alexander Bustamante, fondateur du syndicat Le Jamaica Workers Trades Union.

## Politique

Depuis son accession à l'indépendance, le pays a connu des troubles politiques et économiques sous divers dirigeants politiques. Le pouvoir changea régulièrement de main, généralement entre le Jamaica Labour Party (JLP) et le People's National Party (PNP).

En janvier 2012, c'est le retour au pouvoir du People's National Party (PNP) mené par Portia Simpson-Miller. Lors de son discours d'investiture en tant que Premier ministre, cette dernière avait annoncé vouloir « couper le cordon avec la couronne britannique », en ajoutant : « nous initialiserons le processus de détachement de la monarchie pour devenir une république, avec notre propre président autochtone pour chef d'État ».

Elle n'a pas fait long feu. En effet, après quatre ans de pouvoir, elle a perdu les élections législatives au profit du Jamaica Labour Party (JLP) sans avoir pu mettre en œuvre son projet de détachement de l'empire britannique.

En 2016, Andrew Holness du Jamaica Labour Party (JLP) devient Premier ministre. Il est actuellement au pouvoir en Jamaïque.



---

# Journée internationale de la Femme

*La date du 8 Mars est désormais encrée dans les mémoires comme étant la Journée internationale de la Femme*

Le 8 mars dernier, le Réseau d'Entraide Internationale Nord et Sud, appelé communément REINE de FEMME à Lille s'est fait un point d'honneur à organiser la journée autour de thématiques citoyennes telles que la Femme et la Religion, la Liberté, la notion de Droit, les Engagements Citoyens ...

A ce propos, l'association a accueilli un grand public réparti en trois ateliers.

Atelier 1 : place et rôle de la Femme dans nos sociétés d'hier à aujourd'hui. Avaient-elles des fonctions dans la cité, étaient-elles reconnues ?

Atelier 2 : quels sont les résultats obtenus depuis les grands combats des 19ème et 20ème siècles ? Peut-on aller plus loin ? Et comment ?

Atelier 3 : religion et spiritualité, quels rôles et places sont réservés à la femme dans la pratique ?

## Restitution

En gros, pour les femmes présentes, la religion est d'abord créatrice de lien social. Or le LIEN SOCIAL est un ciment dans une société : il se voit à différents niveaux : familial, amical, au niveau des organisations et associations et au

niveau civique. La religion permet de donner des valeurs et de se structurer. Elle développe des valeurs de respect, de dignité, de partage, de paix et de cohésion. A ce titre il est important de savoir comment transmettre ces valeurs à nos enfants et autour de nous. Pour ce faire Il est important de tenir debout et d'être une sentinelle qui met en avant sa culture et sa religion surtout lorsqu'elles véhiculent des valeurs aussi positives et qu'elles participent à la construction des identités. Sur le fait que certaines religions ne respectent pas la femme, il en découle que par rapport à l'histoire et les relations homme/femme, la femme a toujours eu un rôle central dans toutes les religions et dans nos sociétés mais c'est l'homme qui a relégué la femme au second rang pour prendre pouvoir, puisque finalement c'est lui qui s'est évertué à effacer le rôle imminent joué par les femmes tout au long de l'histoire. Par exemple dans l'histoire de l'islam des femmes ont occupé une place importante à l'instar de KHADIDJA qui a été une grande figure dans la vie du prophète, elle était là lorsqu'il avait besoin de ses services et de son soutien, de AÏCHA aussi qui a joué un grand rôle puisque Cheffe politique, cheffe militaire au temps du prophète. La femme est et reste une sentinelle, elle participe à la transmission des valeurs. Il est important que nos jeunes et nos enfants le sachent pour donner la place qu'il faut à la mère, à la femme, afin de bien vivre dans nos sociétés avec respect de soi et de l'autre.

